

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1967 Nr. 23

A. TITEL

*Interimovereenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake ziekte- en moederschapsverzekering;
Athene, 13 september 1966*

B. TEKST

Accord intérimaire entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume de Grèce sur l'assurance maladie et maternité

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume de Grèce, animés du désir de régler provisoirement les rapports en matière de l'assurance maladie et maternité entre les deux Etats en attendant la conclusion d'un traité général sur la sécurité sociale, ont résolu de conclure un Accord dans ce but et sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Dispositions générales

Article 1

1. – Le présent Accord s'applique:

a. aux Pays-Bas à la législation concernant l'assurance maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité);

b. en Grèce à la législation sur l'assurance couvrant les travailleurs salariés ou assimilés pour la maladie-maternité.

Le terme la „législation” comprend, le cas échéant, également les réglementations.

2. - Le présent Accord s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations mentionnées au paragraphe 1er du présent article.

Il s'appliquera aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires pourvu que le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée ne s'oppose pas à cet égard dans un délai de trois mois à dater de la notification de la publication officielle desdits actes.

3. - Les autorités compétentes au sens du présent Accord sont, du côté néerlandais, le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique, et du côté grec, le Ministre du Travail.

Article 2

1. - Les dispositions du présent Accord sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés qui sont soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes et qui sont des ressortissants de l'une de ces Parties, ainsi qu'aux membres de leurs familles.

2. - Les dispositions du présent Accord ne sont applicables ni aux membres des représentations diplomatiques et consulaires (y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries s'ils sont des ressortissants de l'Etat représenté), ni aux personnes qui, appartenant au cadre d'une administration gouvernementale d'une des Parties Contractantes, sont envoyées par leur gouvernement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 3

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes auxquelles les dispositions du présent Accord sont applicables, sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice des législations mentionnées à l'article premier, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'autre Partie.

Article 4

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, pour certains travailleurs ou groupes de travailleurs, des exceptions aux dispositions de l'article 2, paragraphe 2, et de l'article 3.

TITRE II

Dispositions particulières

Article 5

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance et les périodes assimilées ac-

complies en vertu de la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 6

1. — Le travailleur salarié ou assimilé ayant accompli des périodes d'assurance ou périodes assimilées au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes et qui se rend sur le territoire de l'autre Partie Contractante a droit, pour lui-même et les membres de sa famille qui se trouvent sur ledit territoire, aux prestations prévues par la législation de la seconde Partie Contractante, aux conditions suivantes:

a) avoir été apte au travail, à sa dernière entrée sur le territoire de cette Partie Contractante;

b) avoir été assujetti à l'assurance obligatoire après la dernière entrée sur ledit territoire;

c) satisfaire aux conditions requises par la législation de la seconde Partie Contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent.

2. — Si, dans les cas visés au paragraphe premier du présent article, le travailleur salarié ou assimilé ne remplit pas les conditions prévues aux alinéas *a*, *b* et *c* dudit paragraphe et lorsque ce travailleur aurait encore droit à prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il a été assuré en dernier lieu avant le transfert de sa résidence s'il se trouvait sur ce territoire, il conserve le droit à prestations pendant une période de 21 jours à partir du dernier jour qu'il était assujetti à l'assurance obligatoire de cette Partie. L'institution de cette Partie peut demander à l'institution du lieu de résidence de servir les prestations en nature suivant les modalités de la législation appliquée par cette dernière institution.

Article 7

1. — Un travailleur salarié ou assimilé, admis au bénéfice des prestations à charge d'une institution de l'une des Parties Contractantes, qui réside sur le territoire de ladite Partie conserve ce bénéfice lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante; toutefois, avant le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente, laquelle ne peut la refuser que sur avis d'un médecin de cette institution constatant que l'état de santé du travailleur empêche le transfert de la résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. — Lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a droit aux prestations conformément aux dispositions du paragraphe précédent, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de sa nouvelle résidence, suivant les dispositions de la législation appliquée par ladite institution, en particulier en ce qui concerne l'étendue et les moda-

lités du service des prestations en nature; toutefois, la durée du service de ces prestations est celle prévue par la législation du pays compétent.

3. – Dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné – sauf en cas d'urgence absolue – à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

4. – Les prestations en espèces sont, dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, servies conformément à la législation du pays compétent. Ces prestations peuvent être servies par l'institution de l'autre pays pour le compte de l'institution compétente selon des modalités à fixer dans un arrangement administratif.

Article 8

1. – Les membres de la famille d'un travailleur salarié ou assimilé qui est affilié à une institution de l'une des Parties Contractantes, bénéficient des prestations en nature, lorsqu'ils résident sur le territoire de l'autre Partie Contractante, comme si le travailleur était affilié à l'institution du lieu de leur résidence. L'étendue, la durée et les modalités du service desdites prestations sont déterminées suivant les dispositions de la législation appliquée par cette institution.

2. – Lorsque les membres de la famille transfèrent leur résidence sur le territoire du pays compétent, ils bénéficient des prestations conformément aux dispositions de la législation dudit pays.

Cette règle est également applicable lorsque les membres de la famille ont déjà bénéficié pour le même cas de maladie ou de maternité, des prestations servies par les institutions de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont résidé avant le transfert.

3. – Lorsque les membres de la famille visés au paragraphe premier du présent article exercent dans le pays de résidence une activité professionnelle ou bénéficient d'une pension ou d'une rente leur ouvrant droit aux prestations en nature, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

4. – Sont considérées comme membres de la famille aux sens des paragraphes précédents les personnes considérées comme membres de la famille d'après la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident.

Article 9

Dans le cas où l'application du présent chapitre ouvrirait à un travailleur salarié ou assimilé, ou à un membre de sa famille, droit au bénéfice des prestations de maternité au titre des législations des deux Parties Contractantes, l'intéressé se verrait appliquer la légis-

lation en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où s'est produit la naissance, en tenant compte, dans la mesure où il est nécessaire, de la totalisation des périodes visée à l'article 5 du présent Accord.

Article 10

1. – Les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 6, du paragraphe 1er de l'article 7 et du paragraphe 1er de l'article 8 du présent Accord font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes à celles qui les ont servies.

2. – Le remboursement est déterminé et effectué suivant les modalités à fixer par un arrangement administratif à prendre par les autorités compétentes; le remboursement pourra être réglé par des montants forfaitaires.

TITRE III

Dispositions diverses

Article 11

Les autorités compétentes

1. – prendront tous arrangements administratifs nécessaires à l'application du présent Accord.

2. – se communiqueront toutes informations concernant les mesures prises pour l'application du présent Accord.

3. – se communiqueront toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles de modifier son application.

Article 12

Pour l'application du présent Accord, les autorités et les institutions chargées de l'exécution du présent Accord se prêteront leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

Article 13

1. – Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation de l'une des Parties Contractantes pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie Contractante ou du présent Accord.

2. – Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution du présent Accord sont dispensés du visa de législation des autorités diplomatiques et consulaires et des droits de chancellerie.

Article 14

1. – Les institutions correspondront, aux fins de l'application du présent Accord, directement entre elles dans la langue française.

2. – Les institutions et les autorités de l'une des Parties Contractantes ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Partie Contractante.

Article 15

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être présentés, aux fins de l'application de la législation de l'une des Parties Contractantes, dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme de cette Partie, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une autre organisme correspondant de l'autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou l'organisme ainsi saisi transmet, sans retard, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, l'institution ou l'organisme compétent de la première Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article 16

1. – Les institutions d'une Partie Contractante qui, en vertu du présent Accord sont débitrices de prestations en espèces au regard des bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante s'en libèrent valablement dans la monnaie de la première Partie; quand elles sont débitrices de sommes au regard d'institutions se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante, elles sont tenues de les liquider dans la monnaie de cette dernière Partie.

2. – Les transferts de sommes que comporte l'exécution du présent Accord auront lieu conformément aux accords en cette matière en vigueur entre les deux Parties Contractantes au moment du transfert.

Article 17

1. – Tout différend venant à s'élever entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. – Si le différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de six mois à dater du début des négociations, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes. La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit du présent Accord. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

TITRE IV

Dispositions transitoires et finales

Article 18

1. – Le présent Accord n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. – Toute période d'assurance ou période assimilée accomplie en vertu de la législation de l'une des Parties Contractantes avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 19

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas le présent Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Article 20

1. – Le présent Accord entrera en vigueur le 1er jour du 2ème mois suivant la signature et restera valable pour une année.

2. – S'il n'a pas été dénoncé par une des Parties Contractantes un mois avant la fin de cette période, l'Accord sera prorogé, par voie de tacite reconduction, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur d'un traité général entre les deux Etats sur la sécurité sociale, chacune des Parties Contractantes se réservant le droit de dénoncer l'Accord à tout moment moyennant un préavis d'un mois.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Athènes le 12 septembre 1966 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) R. B. VAN LYNDEN

Baron van Lynden

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

(s.) J. TOUMBAS

Jean Toumbas

C. VERTALING**Interimovereenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van het Koninkrijk Griekenland inzake de ziekte- en moederschapsverzekering**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en

De Regering van het Koninkrijk Griekenland

Bezield door de wens de betrekkingen inzake de ziekte- en moederschapsverzekering tussen de beide Staten voorlopig te regelen, in afwachting van het sluiten van een algemeen verdrag inzake sociale zekerheid,

Hebben besloten een daartoe strekkende overeenkomst te sluiten en zijn de volgende bepalingen overeengekomen:

TITEL I**Algemene bepalingen****Artikel 1**

1. Deze Overeenkomst is van toepassing:
 - a. in Nederland op de wettelijke regelingen betreffende de ziekteverzekering (uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte en moederschap);
 - b. in Griekenland op de wettelijke regelingen betreffende de verzekering, welke werknemers of daarmede gelijkgestelden dekking biedt bij ziekte en moederschap.

Onder de term „wettelijke regelingen” zijn in voorkomend geval eveneens begrepen reglementen en verordeningen.

2. Deze Overeenkomst is eveneens van toepassing op alle wetten en regelingen, waarbij de wettelijke regelingen genoemd in het eerste lid van dit artikel zijn of worden gewijzigd of aangevuld.

Evenwel is deze Overeenkomst slechts van toepassing op wetten of regelingen, welke de werking van de bestaande regelingen uitbreiden tot nieuwe groepen van rechthebbenden indien de Regering van de betrokken Overeenkomstsluitende Partij daartegen niet binnen drie maanden na de officiële bekendmaking van bedoelde wetten of regelingen bezwaar maakt.

3. De bevoegde autoriteiten in de zin van deze Overeenkomst zijn, voor Nederland, de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en voor Griekenland, de Minister van Arbeid.

Artikel 2

1. De bepalingen van deze Overeenkomst zijn van toepassing op werknemers of daarmee gelijkgestelden, op wie de wettelijke regeling van een der Overeenkomstsluitende Partijen van toepassing is en die onderdaan zijn van een van die Partijen, alsmede op hun gezinsleden.

2. De bepalingen van deze Overeenkomst zijn niet van toepassing op de leden van de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen (met inbegrip van de kanselarijbeambten, indien zij onderdaan zijn van de vertegenwoordigde Staat), noch op personen die tot het overheidspersoneel van een der Overeenkomstsluitende Partijen behoren en die door hun Regering naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij worden gezonden.

Artikel 3

De onderdanen van een der Overeenkomstsluitende Partijen op wie de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zijn, zijn onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van de andere Partij onderworpen aan de verplichtingen en gerechtigd tot de voordelen voortvloeiende uit de in artikel 1 genoemde wettelijke regelingen.

Artikel 4

De bevoegde autoriteiten der Overeenkomstsluitende Partijen kunnen in gemeen overleg voor bepaalde werknemers of groepen werknemers uitzonderingen vaststellen op de bepalingen van de artikelen 2, lid 2 en 3.

TITEL II

Bijzondere bepalingen

Artikel 5

Wanneer een werknemer of een daarmee gelijkgestelde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Overeenkomstsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen of verstrekkingen de tijdvakken van verzekering of daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wettelijke regeling van elk der Overeenkomstsluitende Partijen, voor zover zij niet samenvallen, samengeteld.

Artikel 6

1. De werknemer of de daarmee gelijkgestelde, die tijdvakken van verzekering of daarmee gelijkgestelde tijdvakken heeft vervuld krachtens de wettelijke regeling van een der Overeenkomstsluitende Partijen en zich naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij begeeft, heeft voor zichzelf en voor zijn gezinsleden die zich op dat grondgebied bevinden, recht op uitkeringen en ver-

strekkings als voorzien in de wettelijke regeling van deze Overeenkomstsluitende Partij, mits hij:

- a. arbeidsgeschikt was bij zijn laatste aankomst op het grondgebied van deze Partij;
- b. onderworpen was aan de verplichte verzekering na zijn laatste aankomst op genoemd grondgebied;
- c. voldoet aan de door de wettelijke regeling van deze Overeenkomstsluitende Partij gestelde voorwaarden, de in het vorige artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

2. Indien in de in het eerste lid van dit artikel bedoelde gevallen de werknemer of de daarmede gelijkgestelde niet aan de in de alinea's *a*, *b* en *c* van dat lid vermelde voorwaarden voldoet, en wanneer bedoelde werknemer nog recht op uitkeringen of verstrekkingen ingevolge de wettelijke regeling van de Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij het laatst verzekerd was, voordat hij van woonplaats veranderde, zou hebben, indien hij zich op laatstbedoeld grondgebied bevond, behoudt hij dat recht gedurende een tijdvak van 21 dagen te rekenen van de laatste dag, waarop hij aan de verplichte verzekering van die Partij onderworpen was. Het orgaan van laatstbedoelde Partij kan met het orgaan van de woonplaats verzoeken de verstrekkingen te verlenen overeenkomstig de wettelijke regeling, toegepast door laatstgenoemd orgaan.

Artikel 7

1. Een werknemer of een daarmede gelijkgestelde die recht op uitkeringen of verstrekkingen heeft verkregen ten laste van een orgaan van een der Overeenkomstsluitende Partijen en die op het grondgebied van die Partij woonachtig is, behoudt dat recht indien hij zijn woonplaats naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij overbrengt; vóór de overbrenging behoeft de werknemer echter de toestemming van het bevoegde orgaan, dat de toestemming slechts kan weigeren op advies van een geneeskundige van dat orgaan, waarbij wordt vastgesteld, dat de gezondheidstoestand van de werknemer het overbrengen van zijn woonplaats naar het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij niet toelaat.

2. Wanneer een werknemer of een daarmede gelijkgestelde overeenkomstig het bepaalde in het vorige lid recht heeft op uitkeringen of verstrekkingen, worden de verstrekkingen gedaan door het orgaan van zijn nieuwe woonplaats overeenkomstig de bepalingen van de wettelijke regeling, welke door dat orgaan wordt toegepast, in het bijzonder wat betreft de omvang en de wijze van verstrekking; de duur van deze verstrekkingen is evenwel gelijk aan die, voorzien in de wettelijke regeling van het bevoegde land.

3. In het geval, bedoeld in het eerste lid van dit artikel, worden prothesen, kunstmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen, behalve in onmiskenbare spoedgevallen, slechts verschaft als het bevoegde orgaan daartoe machtiging heeft verleend.

4. In het geval, bedoeld in het eerste lid van dit artikel, worden de uitkeringen verleend overeenkomstig de wettelijke regeling van het bevoegde land. Deze uitkeringen kunnen, volgens in een administratief akkoord te stellen regelen, voor rekening van het bevoegde orgaan door het orgaan van het andere land worden uitbetaald.

Artikel 8

1. De gezinsleden van een werknemer of een daarmede gelijkgestelde, die is aangesloten bij een orgaan van een der Overeenkomstsluitende Partijen, genieten, indien zij woonachtig zijn op het grondgebied van de andere Partij, verstrekkingen, alsof de werknemer bij het orgaan van hun woonplaats was aangesloten. De omvang, de duur en de wijze van verlening van bedoelde verstrekkingen worden vastgesteld volgens de bepalingen van de wettelijke regeling, welke dat orgaan toepast.

2. Wanneer de gezinsleden hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van het bevoegde land, genieten zij de uitkeringen en verstrekkingen overeenkomstig de bepalingen van de wettelijke regeling van dat land. Deze bepaling is eveneens van toepassing, wanneer de gezinsleden voor hetzelfde geval van ziekte of moederschap reeds uitkeringen en verstrekkingen hebben genoten van de organen van de Overeenkomstsluitende Partij, op het grondgebied waarvan zij vóór hun verhuizing hebben gewoond.

3. Wanneer de gezinsleden als bedoeld in het eerste lid van dit artikel in het land van hun woonplaats beroepswerkzaamheden uitoefenen, of een pensioen of rente genieten op grond waarvan zij aanspraak op verstrekkingen kunnen maken, zijn de bepalingen van dit artikel niet op hen van toepassing.

4. Als gezinsleden in de zin van de vorige leden worden beschouwd de personen, die ingevolge de wettelijke regeling van de Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied waarvan zij wonen, als zodanig worden beschouwd.

Artikel 9

Indien bij de toepassing van dit hoofdstuk een werknemer of een daarmede gelijkgestelde of een lid van zijn gezin op grond van de wettelijke regelingen van beide Overeenkomstsluitende Partijen recht op moederschapsuitkeringen zou kunnen doen gelden, is op de belanghebbende van toepassing de wettelijke regeling, welke van kracht is op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij, waar de geboorte heeft plaatsgevonden, waarbij, voorzover noodzakelijk, re-

kening wordt gehouden met de samentelling van tijdvakken, bedoeld in artikel 5 van deze Overeenkomst.

Artikel 10

1. De verstrekkingen verleend krachtens artikel 6, lid 2, artikel 7, lid 1 en artikel 8, lid 1 van deze Overeenkomst worden door de bevoegde organen vergoed aan de organen, welke deze hebben verleend.

2. De vergoeding wordt vastgesteld en vindt plaats overeenkomstig de in een tussen de bevoegde autoriteiten te sluiten administratief akkoord vast te stellen regelen; de vergoeding kan betaald worden door middel van vaste bedragen.

TITEL III

Diverse bepalingen

Artikel 11

De bevoegde autoriteiten

1. treffen alle administratieve regelingen, welke ter uitvoering van deze Overeenkomst nodig zijn;
2. verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de ter uitvoering van deze Overeenkomst getroffen maatregelen;
3. verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de wijzigingen in hun wetgeving, waardoor de uitvoering van deze Overeenkomst kan worden gewijzigd.

Artikel 12

Bij de toepassing van deze Overeenkomst zijn de met de uitvoering van deze Overeenkomst belaste autoriteiten en organen elkaar behulpzaam; zij zullen handelen als betref het de toepassing van hun eigen wetgeving.

Artikel 13

1. De vrijstelling of verlaging van rechten, zegelrechten, griffie- of registratierechten, geregeld bij de wetgeving van een der Overeenkomstsluitende Partijen met betrekking tot de bescheiden of documenten, welke ter uitvoering van de wetgeving van deze Partij dienen te worden overgelegd, wordt uitgebreid tot de overeenkomstige bescheiden en documenten, welke dienen te worden overgelegd ter uitvoering van de wetgeving van de andere Overeenkomstsluitende Partij of van deze Overeenkomst.

2. Alle akten, documenten en bescheiden van welke aard dan ook, welke dienen te worden overgelegd voor de uitvoering van deze Overeenkomst, zijn vrijgesteld van legalisatie door diplomatieke of consulaire autoriteiten en van kanselarijrechten.

Artikel 14

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst voeren de organen rechtstreeks briefwisseling met elkaar in de Franse taal.

2. De organen en autoriteiten van een der Overeenkomstsluitende Partijen mogen verzoekschriften of andere documenten, welke tot hen worden gericht, niet afwijzen op grond van het feit, dat zij zijn gesteld in de officiële taal van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 15

Aanvragen, verklaringen of beroepschriften, welke voor de uitvoering van de wetgeving van een der Overeenkomstsluitende Partijen binnen een bepaalde termijn dienen te worden ingediend bij een autoriteit, een orgaan of een ander lichaam van die Partij, kunnen binnen dezelfde termijn bij een overeenkomstige autoriteit, orgaan of ander lichaam van de andere Partij worden ingediend. In dat geval doet een aldus ingeschakelde autoriteit, orgaan of lichaam onverwijld deze aanvragen, verklaringen of beroepschriften toekomen aan de bevoegde autoriteit, het bevoegde orgaan of het bevoegde lichaam van eerstbedoelde Partij, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 16

1. De organen van een Overeenkomstsluitende Partij, welke uit hoofde van deze Overeenkomst uitkeringen in geld verschuldigd zijn aan rechthebbenden, die zich op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij bevinden, kunnen het verschuldigde rechtens voldoen in de munt van eerstbedoelde Partij; wanneer zij gelden verschuldigd zijn aan organen, die zich op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij bevinden, moeten zij die gelden betalen in de munt van deze Partij.

2. De overmaking van gelden, voortvloeiende uit de uitvoering van deze Overeenkomst, heeft plaats krachtens de overeenkomsten, welke terzake op het tijdstip van de overmaking tussen de beide Overeenkomstsluitende Partijen van kracht zijn.

Artikel 17

1. Over elk geschil tussen de Overeenkomstsluitende Partijen met betrekking tot de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst wordt rechtstreeks tussen de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen onderhandeld.

2. Indien het geschil op deze wijze niet binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de aanvang van de onderhandelingen opgelost kan worden, wordt het voorgelegd aan een scheidsrechtelijke commissie, waarvan de samenstelling en procedure in een

overeenkomst tussen de Overeenkomstsluitende Partijen worden vastgelegd. De scheidsrechterlijke commissie moet het geschil beslechten volgens de grondbeginselen en de geest van deze Overeenkomst. Haar beslissingen zijn bindend en niet vatbaar voor beroep.

TITEL IV

Overgangs- en slotbepalingen

Artikel 18

1. Deze Overeenkomst opent geen enkel recht op betaling van uitkeringen voor tijdvakken gelegen voor zijn inwerkingtreding.

2. Voor het vaststellen van het recht op uitkeringen krachtens deze Overeenkomst wordt elk tijdvak van verzekering of daarmee gelijkgesteld tijdvak voor de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst krachtens de wettelijke regeling van een der Overeenkomstsluitende Partijen vervuld, in aanmerking genomen.

Artikel 19

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het Rijk in Europa.

Artikel 20

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op die der ondertekening en blijft gedurende een jaar geldig.

2. Indien deze Overeenkomst een maand voor het verstrijken van deze termijn niet door een der Overeenkomstsluitende Partijen is opgezegd, wordt zij stilzwijgend verlengd tot de dag waarop een algemeen verdrag inzake sociale zekerheid tussen de beide Staten in werking treedt; ieder der Overeenkomstsluitende Partijen behoudt zich evenwel het recht voor de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe bevoegd gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Athene, de 13de september 1966, in tweevoud in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

(w.g.) R. B. VAN LYNDEN

Baron van Lynden

Voor de Regering van het Koninkrijk Griekenland,

(w.g.) J. TOUMBAS

Jean Toubas

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens op 1 november 1967 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Interimovereenkomst zijn ingevolge artikel 20, eerste lid, in werking getreden op 1 november 1966. Zij zullen ingevolge artikel 20, lid 1 en 2, van kracht blijven tot 1 november 1967 of tot het tijdstip van inwerkingtreding van een algemeen sociaal verdrag tussen beide Staten (zie rubriek J hieronder), al naar gelang welk tijdstip het laatst valt.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen de bepalingen van de Interimovereenkomst ingevolge artikel 19 alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Behalve de onderhavige Interimovereenkomst zijn op 13 september 1966 te Athene ondertekend:

de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland betreffende de aanwerving, de plaatsing en de tewerkstelling in Nederland van arbeiders, van welke Overeenkomst tekst en vertaling zijn geplaatst in *Trb.* 1967, 24;

het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Griekenland inzake sociale zekerheid, waarnaar in de preambule en in artikel 20 van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen. De tekst en de vertaling van dat Verdrag zijn geplaatst in *Trb.* 1967, 22.

Uitgegeven de twintigste maart 1967.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.